

**Communiqué de presse du SNESUP-FSU de l'Université de Strasbourg**  
**au sujet de la visite de Nicolas Sarkozy à l'UdS**  
*(Le 10 novembre 2011, 14h)*

Le SNESUP-FSU de l'UdS tient à faire connaître sa position après la visite que le Président de la République a faite le 8 novembre dernier à l'Université de Strasbourg. Il constate le silence institutionnel de l'UdS, l'absence totale de communication interne et d'information aux personnels de l'université sur cet événement, y compris aux membres du Conseil d'administration. Il déplore l'exclusion des personnels de l'université, de leurs représentants et des élus aux conseils du périmètre de cette rencontre au profit de quelques centaines d'étudiants triés sur le volet. Le SNESUP observe que l'objet initial de cette visite du Président de la République a été largement dévoyé : sous prétexte d'un bilan sur les réformes universitaires (Plan Campus et Investissements d'avenir), passé au second plan, Nicolas Sarkozy s'est adonné à un exposé sur « les choix de politique économique du gouvernement » dans des termes qui ne laissent subsister aucun doute sur le caractère électoraliste du discours tenu. L'organisation même de cet événement, consenti aux conditions imposées par l'Elysée, et qui a mis à contribution les personnels comme les deniers de l'UdS, constitue un grave précédent. Le SNESUP-FSU de l'UdS rappelle en effet qu'il n'est pas dans notre tradition républicaine qu'un président se serve d'une université pour y mener campagne électorale. Il est encore moins dans la tradition universitaire que des présidents d'université acceptent que des réunions à caractère politique se tiennent dans leurs établissements. Il n'est pas non plus habituel qu'un Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche ne daigne pas aller à la rencontre des personnels d'une université quand il se trouve dans les murs de l'établissement qui l'accueille. Enfin le Snesup-FSU de l'UdS condamne fermement les violences policières exercées à l'encontre de militants associatifs, syndicaux et politiques qui étaient rassemblés pacifiquement à proximité du Pôle européen de gestion et d'économie (PEGE).